
Les Kurdes : un relais d'influence russe au Moyen-Orient ?



Igor Delanoë

Juin 2015

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901).

Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

*Les opinions exprimées dans ce texte
n'engagent que la responsabilité de l'auteur.*

**Ce texte est publié en coopération avec le Programme Turquie
contemporaine.**

ISBN : 978-2-36567-407-2
© Tous droits réservés, Ifri, 2015

Ifri
27, rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15 – FRANCE
Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00
Fax : +33 (0)1 40 61 60 60
Email : accueil@ifri.org

Ifri-Bruxelles
Rue Marie-Thérèse, 21
1000 – Bruxelles – BELGIQUE
Tél. : +32 (0)2 238 51 10
Fax : +32 (0)2 238 51 15
Email : bruxelles@ifri.org

Website : ifri.org

Russie.Nei.Visions

Russie.Nei.Visions est une collection numérique consacrée à la Russie et aux nouveaux États indépendants (Biélorussie, Ukraine, Moldova, Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjikistan et Kirghizstan). Rédigés par des experts reconnus, ces articles *policy-oriented* abordent aussi bien les questions stratégiques que politiques et économiques.

Cette collection respecte les normes de qualité de l'Ifri (évaluation par des pairs et suivi éditorial).

Si vous souhaitez être informé des parutions par courrier électronique, vous pouvez vous abonner gratuitement en écrivant à l'adresse suivante : campagne@ifri.org

Derniers numéros

- T. Kastouéva-Jean, « Évolution intérieure de la Russie, quel impact sur la politique étrangère ? », *Russie.Nei.Visions*, n° 84, avril 2015.
- O. Bagno, « La diaspora juive et la crise russo-ukrainienne », *Russie.Nei.Visions*, n° 83, mars 2015.
- B. Lo, « La Russie a-t-elle une stratégie en Asie centrale ? », *Russie.Nei.Visions*, n° 82, janvier 2014.

Auteur

Igor Delanoë est docteur en histoire moderne et contemporaine de l'université de Nice-Sophia Antipolis, et enseigne depuis septembre 2014 au Collège universitaire français de Saint-Pétersbourg. Après avoir soutenu sa thèse fin 2012 sur la présence navale russe en Méditerranée, il a effectué un post-doctorat à l'université de Harvard au sein de la John F. Kennedy School of Government (National Security Program) et du *Ukrainian Research Institute* où il a travaillé sur les enjeux sécuritaires en mer Noire. Ses recherches portent sur les questions de sécurité et de défense russe, la présence de la Russie en Méditerranée et au Moyen-Orient, ainsi que la flotte de guerre russe. Il est chercheur associé au *Harvard Ukrainian Research Institute* (Harvard University) et au Center for International and European Studies (université Kadir Has, Istanbul). Il anime par ailleurs un blog sur le site du Russian International Affairs Council (Moscou).

Sommaire

RÉSUMÉ	4
INTRODUCTION	5
MOSCOU ET LES KURDES : UNE HISTOIRE AU LONG COURS	7
L'URSS et les Kurdes	7
Le Kurdistan : quelle unité ?	8
Vers un renouveau des relations russo-kurdes	10
LES KURDES, UN VECTEUR POUR L'INFLUENCE RUSSE DANS UN MOYEN-ORIENT EN CRISE	12
La Russie et les minorités du Moyen-Orient	12
La lutte contre l'État islamique	13
La coopération énergétique : quelles perspectives ?	14
DE L'AMBIVALENCE DES RELATIONS RUSSO-KURDES	16
L'intégrité territoriale des États du Moyen-Orient : une ligne rouge pour Moscou	16
Le facteur turc dans les relations russo-kurdes	17
CONCLUSION	19

Résumé

Alors que la crise syrienne est entrée dans sa cinquième année, l'évolution du contexte sécuritaire en Syrie et en Irak depuis l'été 2014 met en lumière le rôle grandissant des Kurdes comme force combattante contre l'État islamique (EI). S'inscrivant dans le contexte plus général du renouveau de l'influence russe sur la scène Moyen-Orientale constaté depuis la fin des années 2000, le développement des relations russo-kurdes est entré dans une nouvelle phase depuis le début des années 2010. Russes et Kurdes disposent d'une série d'intérêts convergents qui s'articulent principalement aujourd'hui autour de la lutte contre l'EI et de la coopération dans le domaine énergétique. Les relations russo-kurdes n'en demeurent cependant pas moins dépourvues de contradictions inhérentes à la diplomatie à géométrie variable déployée par Moscou au Moyen-Orient : le Kremlin est en effet l'un des rares acteurs de la scène stratégique Moyen-Orientale à disposer de la capacité à discuter avec tous les États de la région. Or, la Turquie, la Syrie et l'Iran, qui sont autant de partenaires stratégiques pour Moscou, redoutent tous le danger séparatiste kurde. Jusqu'à présent, le numéro d'équilibriste diplomatique du Kremlin lui a cependant permis de densifier ses relations avec les Kurdes sans pour autant compromettre celles avec les États riverains concernés par la question du Kurdistan.

Introduction

Alors que la crise syrienne est entrée dans sa cinquième année, l'évolution du contexte sécuritaire en Syrie et en Irak depuis l'été 2014 met en lumière le rôle grandissant des Kurdes comme force combattante contre l'État islamique (EI). Acteur à la fois intra-étatique et infra-étatique, le peuple kurde apparaît comme le grand oublié des accords de Sykes-Picot signés en 1916 par Paris et Londres¹. Lors de la visite qu'il effectue à Moscou au mois de février 2013, Massoud Barzani, le Président du Kurdistan irakien, a rappelé que le peuple kurde comptait près de 45 millions de personnes, ce qui faisait de lui la « plus grande nation divisée »². Près de soixante ans après l'arrivée de son père, Moustafa Barzani, en URSS, la visite historique du chef des Kurdes irakiens dans la capitale russe est venue démontrer la volonté commune à Erbil et à Moscou de développer leurs liens, et témoigne d'une longue amitié russo-kurde née au milieu du siècle dernier³.

S'inscrivant dans le contexte plus général du renouveau de l'influence russe sur la scène Moyen-Orientale constaté depuis la fin des années 2000, le développement des relations russo-kurdes est entré dans une nouvelle phase depuis le début des années 2010. Russes et Kurdes témoignent d'une série d'intérêts convergents qui s'articulent principalement aujourd'hui autour de la lutte contre l'EI et de la coopération dans le domaine énergétique. Pour le Kremlin, il s'agit également de pérenniser et développer des liens avec un acteur appelé à jouer un rôle incontournable dans la recomposition géopolitique du Moyen-Orient post Printemps arabes. Les relations russo-kurdes n'en demeurent cependant pas dépourvues de contradictions inhérentes à la diplomatie à géométrie variable déployée par Moscou dans la région : le Kremlin est en effet l'un des rares acteurs de la scène stratégique moyen-orientale à être en

¹ L'accord Sykes-Picot est signé le 16 mai 1916 par les Britanniques et les Français, avec l'aval de la Russie et de l'Italie. Il prévoit le découpage et la répartition des possessions ottomanes du Moyen-Orient entre la France et la Grande-Bretagne qui placent sous leur influence directe les nouveaux États (Liban, Palestine du mandat, Syrie, Jordanie, Koweït et Irak).

² V. Naumkin, "Russia's Kurdish Dilemma", *Al Monitor*, 26 janvier 2014.

³ En juin 1947, le chef kurde Moustafa Barzani trouvait refuge en URSS après avoir fui le Nord de l'Iran où un État kurde avait brièvement vu le jour (voir infra). Selon le folklore kurde, il se serait présenté avec ses hommes devant la tour Spassky du Kremlin, et aurait frappé aux portes en criant « C'est le peuple kurde qui tape à la porte ». M. K. Bhadrakumar, "Russia renews Kurdish bonds", *Asia Times*, 25 février 2013.

mesure de discuter avec tous les États de la région⁴. Or, la Turquie, la Syrie et l'Iran, qui sont autant de partenaires stratégiques pour Moscou, redoutent tous le danger séparatiste kurde⁵.

Ainsi, comment cultiver et faire fructifier des liens avec les Kurdes sans risquer de compromettre les relations avec la Turquie ? Le fil rouge de Moscou reste l'intégrité territoriale de l'Irak et de la Syrie, mais comment la garantir à moyen terme alors que les combattants kurdes apparaissent jour après jour comme une force non plus supplétive, mais essentielle dans le combat contre l'EI sur les fronts syrien et irakien ? Jusqu'à présent, le numéro d'équilibre diplomatique du Kremlin lui a permis de densifier ses relations avec les Kurdes sans pour autant compromettre celles avec les États riverains concernés par la question du Kurdistan : la Turquie, la Syrie, l'Irak et l'Iran.

⁴ En évoquant la politique russe au Moyen-Orient, M. N. Katz parle de « l'art d'être ami avec tout le monde » in "Russia's Greater Middle East Policy or the Art of Making Friends with Everybody", *Russie.Nei.Visions*, n° 49, avril 2010.

⁵ Voir H. Bozarslan, *Conflit kurde : le brasier oublié du Moyen-Orient*, Paris, Autrement, 2009, cité par D. Schmid, « Introduction : le moment kurde », *Politique étrangère*, 2014/2, p. 10.

Moscou et les Kurdes : une histoire au long cours

L'URSS et les Kurdes

Dès 1921, l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) reconnaît au peuple kurde le caractère de nationalité. En 1923, un district du Kurdistan est créé dans la république socialiste soviétique (RSS) d'Azerbaïdjan, à la frontière avec la RSS d'Arménie, avec pour capitale la localité de Latchine, située aujourd'hui dans le Haut-Karabakh. Bientôt connu sous le nom de « Kurdistan rouge », ce district kurde soviétique s'érige en berceau des mouvements de libération nationale pour les Kurdes d'Irak (alors sous mandat britannique), de Syrie (alors sous mandat français), de Turquie et d'Iran. Selon le recensement de 1926, les Kurdes soviétiques constituent une petite minorité de près de 70 000 individus, dont 67 000 vivent dans le Caucase et un peu moins de 3 000 vivent alors en Asie centrale⁶. Selon d'autres sources, ce chiffre pourrait être plutôt de 160 000, mais dans un cas comme dans l'autre, les Kurdes soviétiques apparaissent comme une faible minorité au regard de ceux installés au Moyen-Orient, qui comptent des communautés de plusieurs millions d'individus⁷. Si au cours des années 1920, les Kurdes soviétiques jouissent d'une large autonomie culturelle et linguistique, au cours des années 1930, ils subissent la politique de soviétisation qui se traduit notamment par la russification des noms de familles. A l'exception des communautés kurdes yézidis vivant dans le Caucase et de celles installées au Turkménistan, les autres Kurdes soviétiques sont déportés en Asie centrale, principalement au Kazakhstan, en Ouzbékistan et au Kirghizistan⁸.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, Moscou apporte son soutien à la création de la République autonome kurde de Mahabad, proclamée au sein du Kurdistan iranien le 22 janvier 1946. Défaits par l'armée iranienne, les combattants kurdes, menés par Moustapha Barzani – le père de Massoud Barzani – trouvent refuge dès le mois de juin 1947 en URSS où ils

⁶ S. Ivanov, «Sud'ba sovetskikh kurdov» [« Le destin des Kurdes soviétiques »], *Vostok*, n° 6, 2014.

⁷ A. Bennigsen, « Les Kurdes et la kurdologie en Union soviétique », *Cahiers du monde russe et soviétique*, vol. 1, n° 3, avril-juin 1960, p. 514.

⁸ Stanislas Ivanov, *art. cit.* [6].

passeront 12 années en exil. Les Kurdes participent à la vie politique soviétique : en janvier 1959, trois Kurdes figurent parmi les 459 députés qui siègent lors du XX^e Congrès du Parti communiste d'Arménie⁹. En 1958, Moustapha Barzani et ses hommes quittent l'URSS et s'engagent au cours des années 1960 dans une lutte pour la création d'un Kurdistan en Irak. Moscou, par l'entremise d'Evgueni M. Primakov, alors jeune correspondant de la *Pravda* au Moyen-Orient, contribue à l'élaboration d'un accord de paix entre les Kurdes et Bagdad qui est signé le 11 mars 1970, et qui prévoit l'autonomie des Kurdes irakiens tout en reconnaissant leur identité ethnique¹⁰. L'idéologie et le soutien pour un mouvement d'émancipation nationale apparaissent dès lors comme des éléments structurants des relations entre Moscou et les Kurdes, ainsi que des vecteurs pour la pénétration de l'influence soviétique au Moyen-Orient. A la veille de l'effondrement de l'URSS, ce sont officiellement près de 153 000 Kurdes qui vivent sur le territoire soviétique. Toutefois, leur nombre réel se situerait plus entre 300 000 et 500 000 individus¹¹.

Le Kurdistan : quelle unité ?

Les Kurdes vivent sur un territoire qui s'étend sur le nord de l'Irak, l'Iran occidental, la Turquie orientale et le nord-est de la Syrie. Il subsiste également des îlots de peuplement kurde dans le Caucase et en Asie centrale. Toutefois, en dehors du fait que la continuité territoriale du Kurdistan est sujette à discussion dans certaines zones, l'unité politique de cet ensemble est aujourd'hui inexistante dans la mesure où les communautés kurdes entretiennent entre elles des rivalités claniques qui ont pu par le passé conduire à des affrontements, notamment en Irak¹².

La majorité des Kurdes pratique l'islam sunnite, mais certains clans sont musulmans chiites, comme les chiites duodécimains de la province iranienne du Khorasan et ceux du Turkménistan, tandis qu'un autre groupe est constitué par les Yézidis qui se trouvent principalement en Irak, en Syrie et en Turquie, où l'on trouve aussi une communauté kurde alévie¹³. La diversité de ce paysage religieux fait écho à la disparité de la scène politique kurde, avec une ligne de fracture nette entre d'une part, le Parti des travailleurs du Kurdistan¹⁴ (PKK) et le Parti de l'union démocratique (PYD) syrien – des

⁹ A. Bennigsen, *art. cit.* [7], p. 516.

¹⁰ E. Primakov, *Le monde sans la Russie ?*, Paris, Economica, 2009, p. 56-57.

¹¹ S. Ivanov, *art. cit.* [6].

¹² Voir infra.

¹³ A. Bennigsen, *op. cit.* [7], p. 514.

¹⁴ Le PKK a été fondé en 1978 par un étudiant de la faculté de droit d'Istanbul, Abdullah Öcalan (né en 1949), qui lui donne une tonalité de mouvement de libération nationale portée par l'idéologie marxiste-léniniste. Cette formation entre à partir de 1984 dans une phase active de lutte armée afin d'obtenir une autonomie substantielle pour les Kurdes qui représentent 15 à 20 % de la population turque.

formations laïques d'obédience marxiste-léniniste – et d'autre part, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) irakien dirigé par Massoud Barzani.

La communauté kurde irakienne, qui correspond à un peu moins de 20 % de la population de l'Irak (5 millions d'individus) et qui repose sur un système clanique, a connu une scission qui a un temps menacé sa cohésion, et qui est née d'une rivalité entre le PDK et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani¹⁵. Ces divergences ont conduit entre 1994 et 1996 à des affrontements armés et à la brève existence de deux entités kurdes irakiennes dépendant d'Erbil pour le PDK, et de Souleimaniyé pour l'UPK. L'invasion américaine de 2003 a mis fin à ces guerres fratricides sans pour autant mettre un terme à une forme de rivalité entre Kurdes irakiens : tandis que Massoud Barzani est devenu président de la région autonome du Kurdistan d'Irak, Jalal Talabani est devenu président de la fédération irakienne dans son ensemble, fonction qu'il a occupée d'avril 2005 à juillet 2014.

Les relations qu'entretiennent les Kurdes d'Irak avec ceux du PYD et du PKK demeurent pour le moins compliquées comme l'ont démontré les mesures prises par Erbil pour restreindre l'accès des Kurdes syriens à l'Irak après l'éclatement de la guerre civile en Syrie. Les autorités kurdes irakiennes ont en effet autorisé le transit de l'aide humanitaire et le passage des réfugiés, mais ils ont en revanche interdit le franchissement de la frontière aux individus seuls et ont bloqué les échanges commerciaux¹⁶. Si les Kurdes syriens – dont la population est estimée à environ 2,2 millions d'individus soit 10 % de la population de la Syrie – souhaitent contribuer à une solution politique à la crise en Syrie, ils veulent le faire distinctement de l'opposition syrienne, sans pour autant être regroupés au sein d'un unique parti kurde¹⁷. Ce clivage est apparu au grand jour à l'automne 2013 lors des préparatifs de la conférence de Genève II qui s'est ouverte en janvier 2014. Tandis que le Conseil national kurde, qui regroupe la majorité des courants politiques kurdes syriens, militait pour rejoindre les rangs de l'opposition syrienne, le PYD souhaitait prendre part aux discussions dans le cadre d'une autre entité concurrente : le Conseil suprême kurde¹⁸. Par ailleurs, les

¹⁵ Jalal Talabani est né en 1933 dans le Kurdistan irakien. Il est le fondateur du parti de l'Union patriotique du Kurdistan.

¹⁶ A. Zaman, "Syrian Kurdish Leader Urges Turkey to End Support for Salafists", *Al Monitor*, 9 octobre 2013.

¹⁷ V. van Wilgenburg, "Syria's Kurds Divided over Geneva II Conference", *Al Monitor*, 9 octobre 2013.

¹⁸ Le Conseil national kurde (CNK) a été fondé en octobre 2011 à Erbil sous l'impulsion de Massoud Barzani et du PDK. La création du CNK, envisagé comme un groupe d'opposition à Bachar al-Assad, est intervenue peu après que Conseil national syrien ait été créé en septembre 2011. Le CNK regroupe un peu moins d'une vingtaine de factions et de partis politiques kurdes syriens, mais n'a pas été rejoint par le PYD. Le Conseil suprême kurde a été fondé à l'initiative du PYD et du CNK en juillet 2012 et constitue une démarche supplémentaire de Massoud Barzani

modalités de la participation kurde à la conférence de Genève II reflètent une lutte d'influence entre puissances, Moscou appuyant les positions du PYD, et Washington et Ankara celles du Conseil national kurde.

Les Kurdes iraniens – qui comptent environ 8 millions d'individus – se sont jusqu'à présent tenus prudemment à distance des tumultes secouant les zones kurdes voisines depuis l'éclatement de la crise syrienne. Lointains descendants des tribus kurdes déportées aux XVI^e et XVII^e siècles sur les rives orientales de la mer Caspienne par les Shahs safavides, ils ont participé en 1979 à la révolution contre le Shah d'Iran. En 2004, ils créent une organisation politique et combattante, le Parti pour une vie libre au Kurdistan (PJAK), qui est affiliée au PKK turc, et qui combat depuis pour une plus large autonomie culturelle et politique des Kurdes dans le cadre de la République islamique. La lutte pour leur indépendance leur aurait coûté des dizaines de milliers de morts, et aujourd'hui, leur activité opérationnelle combattante a été considérablement réduite. Les Kurdes iraniens ont de fait opté pour un activisme non-violent avec pour objectif de faire reconnaître leurs droits culturels et politiques au sein de la République islamique¹⁹.

La constellation kurde offre à Moscou des relais d'influence sur la scène moyen-orientale que le Kremlin réactive au cours des années 1990, alors que la Russie réoriente sa diplomatie vers le Moyen-Orient à la faveur de l'arrivée d'Evgueni Primakov au poste de ministre des Affaires étrangères.

Vers un renouveau des relations russo-kurdes

La réactivation des liens avec les Kurdes au cours des années 1990 répond alors au besoin du Kremlin d'acquérir des leviers de pression sur Ankara. D'une part, Moscou cherche à diminuer l'influence turque dans un Caucase déstabilisé par la guerre de Tchétchénie (1994-1996), et où Ankara a investi le vide stratégique créé par l'effondrement de l'URSS en mettant en avant son dynamisme économique, tout en jouant la carte ethno-religieuse turcophone et musulmane²⁰. D'autre part, la Russie, dépendante économiquement des exportations de gaz et de pétrole, souhaite disposer d'une carte pour tempérer les velléités turques de limiter le flux de tankers qui transitent à travers les détroits du Bosphore et des Dardanelles. La question kurde devient une pomme de discorde entre Russes et

afin d'unifier les Kurdes de Syrie. Le bras armé du PYD et du Conseil suprême kurde, les Unités de défense du peuple (YPG), est peu impliqué dans les combats contre Bachar al-Assad, mais reste en revanche très actif contre l'EI.

¹⁹ "Iran's Kurds seek coexistence with Shia as life improves", *Financial Times*, 3 décembre 2014.

²⁰ G. Minassian, « Le Caucase du Sud entre les anciens empires », *Questions internationales*, n° 37, mai-juin 2009, p. 73-75.

Turcs à partir de 1994, lorsque Moscou annonce l'organisation d'une conférence internationale consacrée aux Kurdes de Russie, puis, au mois de janvier 1995, lorsque deux exilés kurdes turcs, Ali Yigit et Necdat Buldan, visitent la capitale russe en vue de sonder les possibilités d'y implanter le Parlement du Kurdistan en exil²¹. Le PKK entretient en effet depuis 1984 une guérilla permanente contre l'armée turque dans le sud-est du pays, conflit qui a fait en trois décennies près de 40 000 morts et provoqué le déplacement d'environ deux millions de personnes²². La nomination par le président Boris N. Eltsine de Evgueni M. Primakov au poste de ministre des Affaires étrangères en janvier 1996 – portefeuille qu'il conserve jusqu'en septembre 1998 – favorise également la régénération des relations russo-kurdes. Véritable homme de réseau et éminent spécialiste du Moyen-Orient, Evgueni Primakov a conservé les liens qu'il avait noués avec les dirigeants kurdes dans les années 1960, notamment avec Jalal Talabani et avec les Barzani²³. En 1998, Evgueni Primakov reçoit à Moscou une délégation du PDK dépêchée par Erbil, et dont la mission en Russie aboutit à l'ouverture d'une représentation du parti kurde dans la capitale russe²⁴.

L'invasion américaine de l'Irak en 2003, et la chute de Saddam Hussein, marquent l'ouverture d'un nouveau chapitre dans les relations russo-kurdes. La Russie est parmi les premiers pays à ouvrir un consulat général à Erbil²⁵. Au cours de la décennie des années 2000, Moscou sous-exploite toutefois ses liens avec les Kurdes irakiens afin de ménager le partenaire turc et de ne pas être perçue comme un soutien d'un mouvement à caractère séparatiste. Lorsqu'il se rend au Kurdistan irakien en 2008, Evgueni Primakov, alors Président de la Chambre de commerce et d'industrie de la Fédération de Russie, déplore ainsi la faiblesse de l'implantation des entreprises russes dans une région pourtant en pleine expansion économique et qui jouit en outre à l'époque d'une situation sécuritaire stable²⁶.

²¹ R.W. Olson, *The Kurdish Nationalist Movement in the 1990s: its Impact on Turkey and the Middle East*, Lexington, University Press of Kentucky, 1996, p. 96.

²² J. Marcou, « La politique kurde de l'AKP : chimères ou réalité ? », *Moyen-Orient*, n° 26, avril-juin 2015, p. 41-42.

²³ E. Primakov, *op. cit.* [10], p. 56.

²⁴ Y. Voller, *The Kurdish Liberation Movement in Iraq: From Insurgency to Statehood*, New-York, Routledge, 2014, p. 107.

²⁵ La Russie ouvre une représentation consulaire générale à Erbil fin novembre 2007. C'est la République tchèque qui ouvre le premier consulat général en mai 2006. Voir le site du Département des affaires étrangères du gouvernement du Kurdistan irakien : <<http://dfr.gov.krd/p/p.aspx?p=37&l=12&s=020100&r=363>>.

²⁶ E. Primakov, *op. cit.* [10], p. 56. Evgueni Primakov occupe le poste de Président de la Chambre de commerce et d'industrie russe de 2001 à 2011.

Les Kurdes, un vecteur pour l'influence russe dans un Moyen-Orient en crise

La Russie et les minorités du Moyen-Orient

Depuis le début des « Printemps arabes », les élites politiques russes accordent une grande importance dans leur discours à la question de la protection des minorités au Moyen-Orient. Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergei Lavrov, a évoqué cette question lors de la 28^e Session du Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies, qui s'est ouverte à Genève le 2 mars 2015²⁷. Le discours tenu au plus haut niveau de l'État russe sur la nécessité de préserver et protéger les racines et les valeurs chrétiennes de la Russie²⁸ trouve ainsi son prolongement au Moyen-Orient avec la question de la protection des minorités chrétiennes d'Orient. Il fait également écho à l'histoire : l'Empire russe devint le protecteur officiel des chrétiens orthodoxes de l'Empire ottoman en vertu du traité de Koutchouk-Kaïnardji (1774) qui mit fin à la guerre russo-ottomane de 1768-1774.

Depuis l'éclatement de la crise syrienne en mars 2011, la Russie, qui abrite aujourd'hui sur son territoire près de 23 200 Kurdes et environ 40 600 Yézidis²⁹, a associé dans le discours la protection des minorités kurdes à celle des minorités chrétiennes du Moyen-Orient. À l'été 2013, alors que les Kurdes syriens commencent à être pris pour cibles dans la région d'Alep par les islamistes, le ministère russe des Affaires étrangères a condamné « les attaques des radicaux contre la population pacifique kurde »³⁰. Moscou redoute en effet un scénario à l'irakienne pour les minorités chrétiennes et kurdes de Syrie. L'invasion américaine de 2003 a effectivement entraîné le déclin dramatique de la communauté chrétienne d'Irak,

²⁷ "Speech by Foreign Minister Sergey Lavrov at a high-level event on issues of protecting Christians", site du ministère russe des Affaires étrangères.

²⁸ "Russia will defend national identity, based on religious values – Putin", Interfax, 20 septembre 2013.

²⁹ Recensement de 2010, cité par M. Souchkov, "Will Russia play the Kurdish card?", *Al Monitor*, 9 décembre 2013. Les Kurdes russes vivent principalement à Moscou et Saint-Pétersbourg, mais ils se sont aussi installés à Astrakhan, Iaroslavl, Rostov-sur-le-Don, Saratov, Tambov, Novossibirsk et Koursk.

³⁰ « Syrie : les autorités et l'opposition doivent chasser les terroristes d'Al-Qaïda », *Sputnik News*, 1^{er} août 2013.

dont la population est passée de 850 000 individus avant la guerre, à 250 000 personnes au début des années 2010. Les chrétiens irakiens ont fui les persécutions en s'exilant en Occident pour une partie d'entre eux, tandis que la majorité s'est réfugiée au Kurdistan irakien dont la population chrétienne aurait doublé au cours des années 2000³¹. Or, en Irak, la proclamation d'un néo-califat par Abou Bakr al-Baghdadi, le chef de l'EI, le 29 juin 2014, dans la mosquée de Mossoul, a précédé le déclenchement d'un nettoyage ethnique conduit par les djihadistes contre les minorités yézidiennes et chrétiennes de la province de Ninive en Irak. La Russie souhaite ainsi prévenir un potentiel afflux de populations kurdes dans le Caucase qui ne manquerait pas d'affecter la mosaïque ethnique et confessionnelle caucasienne³². D'une part, les efforts entrepris par le Kremlin pour associer les Kurdes à une solution politique à la crise en Syrie ont donc pour but d'empêcher un nettoyage ethnique. D'autre part, il s'agit pour la Russie de développer et consolider des liens avec une force combattante de plus en plus indispensable dans la lutte contre l'EI en Irak et en Syrie.

La lutte contre l'État islamique

Vus de Moscou, les Kurdes représentent une force sunnite modérée et laïque de plus en plus importante dans le combat contre l'EI qui constitue une menace pour les intérêts sécuritaires russes. La lutte contre le terrorisme et l'EI a donc fait partie des thèmes abordés lors de la rencontre entre le Premier ministre du Kurdistan irakien, Netchirvan Barzani, et l'envoyé spécial de Vladimir Poutine pour le Moyen-Orient, le vice-ministre des Affaires étrangères Mikhaïl L. Bogdanov, tandis que ce dernier visitait Erbil au mois de janvier 2015. Si les Kurdes reçoivent depuis la fin de l'été 2014 des armes de la part des États-Unis, de la France, de l'Allemagne, et de la Grande-Bretagne³³, ils n'ont obtenu en revanche aucune assistance militaire de la Russie. Moscou a toutefois mis en place une coopération en matière de renseignement opérationnel avec Bagdad et Erbil, et a également fourni une aide humanitaire³⁴.

³¹ C. Therme, « La puissance russe au Moyen-Orient : déclin ou retour inéluctable ? », *Études de l'IRSEM*, n° 33, 2014, p. 33-34.

³² Près de 15 000 Kurdes vivraient aujourd'hui en Géorgie tandis qu'il y aurait entre 30 000 et 40 000 Yézidiens en Arménie. C'est toutefois en Azerbaïdjan que l'on trouve le contingent le plus important de Kurdes avec une population dont l'effectif se situerait entre 150 000 et 250 000 personnes. En Asie centrale, le Kazakhstan abriterait 150 000 Kurdes, tandis qu'on trouverait au Turkménistan et en Ouzbékistan des îlots de peuplements kurdes comptant quelques milliers d'individus. S. Ivanov, *art. cit.* [6].

³³ « Soutenir les Kurdes, un défi pour les services », *Intelligence Online*, n° 718, 3 septembre 2014.

³⁴ « Russia and Kurdistan Focus on Stronger Ties », *Bas News*, 21 janvier 2015.

Les réticences du Kremlin à fournir une aide militaire aux Kurdes peuvent de prime abord sembler contradictoires avec l'objectif de lutte contre l'extrémisme et le terrorisme affiché par Moscou, notamment au Moyen-Orient. Les Kurdes apparaissent pourtant comme des partenaires d'autant plus précieux dans la lutte contre l'EI, qu'ils aspirent à créer selon Evgueni Primakov « une société démocratique, absolument laïque³⁵ ». Cette prudence s'explique toutefois par la double volonté de la Russie de ne pas à compromettre l'intégrité territoriale de l'Irak en armant une force qui reste à caractère centrifuge, et d'autre part, de ménager les partenaires turc et iranien.

La coopération énergétique : quelles perspectives ?

Lors de sa visite au Kurdistan irakien fin janvier 2015, Mikhaïl Bogdanov a notamment évoqué avec le Premier ministre irakien le renforcement de la coopération russo-kurde dans le domaine énergétique³⁶. Le sous-sol du Kurdistan pourrait en effet abriter des réserves de pétrole équivalentes à 141 milliards de barils, soit 17 % des réserves pétrolières irakiennes³⁷.

Moscou a su développer depuis le début des années 2010 une coopération énergétique avec Erbil sans pour autant compromettre le renouvellement de son partenariat avec Bagdad³⁸. L'activité des énergéticiens russes au Kurdistan irakien a débuté à l'été 2012, lorsque Gazprom Neft y a entamé le développement de deux blocs pétroliers, Shakal et Garmian. D'après la compagnie russe, l'ensemble formé par les deux blocs disposerait de réserves estimées à 3,6 milliards de barils, et Gazprom Neft prévoit de débiter la production en 2015³⁹. La compagnie russe est l'opérateur principal pour l'exploitation du bloc de Shakal avec 80 % des parts, tandis que pour l'exploitation du bloc de Garmian, Gazprom Neft a formé un consortium avec le canadien Western Zagros. Gazprom Neft est enfin impliqué dans un troisième projet au Kurdistan irakien qui porte sur l'exploration et l'exploitation du bloc de Halabja où les premiers forages devraient avoir lieu en 2015-2016⁴⁰.

La signature d'un accord entre Erbil et Bagdad au mois de décembre 2014 réglementant les exportations de pétrole kurde

³⁵ E. Primakov, *op. cit.* [10], p. 60.

³⁶ "PM Barzani meets President Putin's special envoy", site officiel du gouvernement régional du Kurdistan, 21 janvier 2015.

³⁷ "Oil Gives Kurds a Path to Independence, and Conflict with Baghdad", *The New York Times*, 25 octobre 2014.

³⁸ I. Delanoë, « Comment Moscou renouvelle son influence en Irak », *Russie 2014*, Le Cherche Midi, Observatoire franco-russe, avril 2014, p. 379-380.

³⁹ Site de Gazprom Neft.

⁴⁰ *Ibid.*

pourrait toutefois ouvrir de nouvelles perspectives pour le partenariat énergétique russo-kurde⁴¹. En vertu de cet accord, qui met un terme à une dispute qui durait depuis presque une décennie, Bagdad reconnaît au Kurdistan irakien le droit d'exporter jusqu'à 550 000 barils de pétrole par jour, dont 300 000 barils en provenance des champs pétrolifères de Kirkouk, vers le port turc de Ceyhan, situé en Méditerranée. Le gouvernement irakien recevra tous les revenus issus de la vente de ce pétrole, et en échange, il s'engage à reprendre les versements annuels des 17 % du budget national, et à fournir une assistance militaire et financière d'un montant de \$1 milliard pour les peshmergas qui se battent contre l'EI⁴². Si cet accord fonctionne, la normalisation des relations entre Erbil et Bagdad pourrait favoriser l'implantation d'entreprises énergétiques russes, d'autant plus que les réserves en gaz naturel du Kurdistan irakien sont estimées à 1,8 trillion de mètres cubes de gaz⁴³. L'intérêt pour Moscou serait de se positionner sur un marché que la Turquie pourrait chercher à exploiter afin de diminuer sa forte dépendance en gaz naturel russe (58 % des importations turques en gaz naturel en 2013⁴⁴).

⁴¹ M. Tanchum, "The Kurds' Big Year", *Foreign Affairs*, 12 janvier 2015.

⁴² "Iraqi government reaches deal with Kurds on oil, budget", *Reuters*, 2 décembre 2014.

⁴³ S.A. Elliott, L.B. Beryl, "Natural Gas Development in Kurdistan. A Financial Assessment", Harvard Belfer Center for Science and International Affairs, août 2012, p. 19.

⁴⁴ "Energy deals may make Turkey irreversibly reliant on Moscow", *Al Monitor*, 12 décembre 2014.

De l'ambivalence des relations russo-kurdes

L'intégrité territoriale des États du Moyen-Orient : une ligne rouge pour Moscou

Tout comme l'URSS était parvenue à maintenir des liens avec les Kurdes sans compromettre ses relations avec la Syrie d'Hafez al-Assad et l'Irak de Saddam Hussein, la Russie cherche à développer une relation équilibrée entre les Kurdes et les États que chevauche le Kurdistan. La crise syrienne et leur contribution dans la lutte contre l'EI fournissent néanmoins aux Kurdes syriens et irakiens une nouvelle occasion d'accroître un peu plus leur influence et leur autonomie sur la scène politique moyen-orientale.

Le modèle kurde irakien d'autonomie politique et financière dans le cadre national de l'Irak inspire les Kurdes syriens qui souhaitent voir reconnus leurs droits culturels et politiques, et leur autodétermination au sein de la république de Rojava, proclamée en novembre 2013, qui s'étend sur un ensemble de zones *de facto* autonomes situées au nord-est de la Syrie. Ils ne réclament pour autant pas un modèle fédéral, et selon Salih Muslim, le co-président du PYD, la république de Rojava serait même une structure administrative transitoire en attendant une solution politique à la crise syrienne⁴⁵. Cette position prudente permet notamment au PYD de bénéficier du soutien diplomatique de Moscou face à Damas qui reste jusqu'à ce jour fermement opposée à toute forme de décentralisation. Au Kurdistan irakien, Moscou n'assiste pas militairement les Kurdes contre l'EI, et capitalise plutôt sur ses liens historiques tissés avec les Talabani et les Barzani tout en jouant la carte énergétique. Cette stratégie a jusqu'à présent permis au Kremlin de pérenniser son influence auprès du PDK, proche de Washington et d'Ankara, tout en renouvelant ses liens avec Bagdad qui reste méfiant vis-à-vis des livraisons d'armements aux Kurdes.

⁴⁵ A. Zaman, *Op. cit.* [16].

Le facteur turc dans les relations russo-kurdes

Avec des échanges commerciaux bilatéraux qui s'élèvent à plus de 177 milliards de dollars sur la période 2008-2013, la Turquie s'est hissée au quatrième rang des partenaires économiques de la Russie, et Russes et Turcs envisagent d'atteindre 100 milliards de dollars d'échanges annuels d'ici 2020⁴⁶. Compte tenu du dynamisme de leur partenariat bilatéral, Ankara et Moscou ont donc fait preuve de réalisme et mis de côté les dossiers syrien et kurde qui constituent des obstacles à l'épanouissement de leurs liens économiques.

La question kurde a pourtant constitué un sujet de profonde divergence entre Russes et Turcs au cours des années 1990, lorsque le PKK cherchait à implanter une représentation politique à Moscou. Pour le Kremlin, la carte kurde constituait alors une réponse à l'impassibilité bienveillante des autorités turques vis-à-vis du soutien actif apporté par des diasporas caucasiennes depuis la Turquie à la cause tchéchène⁴⁷. Toutefois, au début des années 2000, la radicalisation des éléments islamistes ainsi que l'invasion américaine de l'Irak amènent la Russie et la Turquie à rapprocher leurs positions. Moscou n'a cependant jamais inscrit le PKK sur sa liste des organisations terroristes. Tandis que l'Union soviétique avait apporté son soutien à la formation marxiste-léniniste, après elle, la Russie s'en était servie comme levier contre Ankara dans les années 1990. Au milieu des années 2000, l'approche russe de la question du PKK évolue : lors de leur rencontre à Sotchi en juillet 2005, Vladimir Poutine et Recep Tayyip Erdogan se seraient ainsi entendus pour s'apporter un soutien mutuel sur les questions tchéchène et kurde⁴⁸. En juillet 2012, le Kremlin a ainsi extradé vers la Turquie un militant du PKK arrêté en Russie en juillet 2011, ce qui tend à montrer que l'entente russo-turque dans ce domaine continue de fonctionner malgré le contexte de la crise syrienne⁴⁹.

Ankara et le PKK semblent en outre en passe de conclure un accord politique historique, appelé de ses vœux depuis sa geôle turque par le chef et fondateur du parti, Abdullah Öcalan, et dont la signature mettrait un terme à un conflit en perte d'intensité, qui dure depuis plus de 30 ans. Le PKK n'est pas le seul acteur à défendre la cause kurde en Turquie : le Parti démocratique des peuples (HDP), parti de gauche fondé en 2012 sur les bases d'un parti exclusivement pro-kurde, et dirigé par Selahattin Demirtas, a choisi la voie politique pour faire valoir les droits des Kurdes. Lors de l'élection législative de 2011, le BDP, ancêtre du HDP, obtient 28 sièges sur 550 à l'Assemblée nationale, et à l'élection présidentielle d'août 2014,

⁴⁶ Service fédéral russe des statistiques.

⁴⁷ F. Hill, O. Taspinar, « La Russie et la Turquie au Caucase : se rapprocher pour préserver le statu quo ? », *Russie.Nei.Visions*, n° 8, janvier 2006, p. 11.

⁴⁸ F. Hill, O. Taspinar, *op. cit.* [48], p. 13.

⁴⁹ « La Russie extradé un militant kurde vers la Turquie », *Actukurde*, 18 juillet 2012.

Selahattin Demirtas obtient 9,8 % des suffrages et la troisième place. Le HDP s'est donc imposé dans le paysage politique turc, et son chef s'est rendu en visite à Moscou en décembre 2014 alors que la Russie et la Turquie entreprenaient de se rapprocher un peu plus avec l'annulation du gazoduc South Stream et l'annonce du Turkish Stream⁵⁰. En trois décennies, le facteur kurde semble être passé au second plan des relations russo-turques, et ne paraît en tout cas plus en mesure de les entraver, tandis que l'on assiste à une dynamique fragile de normalisation des relations turco-kurdes. La Turquie a enfin établi une coopération économique articulée autour du pétrole avec le Kurdistan irakien qui lui offre une source d'approvisionnement alternative à l'Iran qui a fourni 35 % des importations turques en pétrole en 2012⁵¹. Cette coopération énergétique s'ajoute à un partenariat politique déjà très solide entre Ankara et le PDK.

⁵⁰ V. Naumkin, "Russia and the Kurds", *Al Monitor*, 5 janvier 2015.

⁵¹ US Energy Information Agency.

Conclusion

Russes et Kurdes sont devenus des acteurs incontournables de la géopolitique du Moyen-Orient au cours des dernières années et ont développé un partenariat sous-tendu par des dynamiques d'ordre économique, énergétique et sécuritaire auxquelles l'histoire que partagent les deux acteurs apporte une densité particulière. Au cours de la dernière décennie, la carte kurde est devenue un levier d'influence russe sur la géopolitique du Moyen-Orient. Moscou est parvenue à rétablir et diversifier ses relations avec les Kurdes sans pour autant compromettre celles établies avec la Turquie, l'Irak, la Syrie et l'Iran. La sympathie témoignée par le Kremlin aujourd'hui vis-à-vis des aspirations kurdes constitue une rémanence du soutien idéologique mesuré apporté par l'URSS aux mouvements kurdes de libération nationale. Toutefois, aujourd'hui, le partenariat établi entre la Russie et les Kurdes se structure principalement autour de la coopération énergétique et de la lutte contre l'EI. Les Kurdes sont en outre englobés dans la stratégie russe de construction et de maintien du dialogue avec tous les acteurs du Moyen-Orient, ce qui permet à Moscou de diversifier ses relais d'influence dans la région. Cette stratégie relève elle-même d'une politique proactive déployée par le Kremlin afin de prévenir les conséquences négatives des 'Printemps arabes' pour la Russie.

L'émergence à moyen terme d'entités kurdes autonomes en Turquie et en Syrie pourrait récompenser le « pari kurde » fait par Moscou et lui ouvrir une nouvelle porte d'entrée sur la scène moyen-orientale tout en ouvrant des perspectives prometteuses au partenariat russo-kurde. A ce titre, le processus de normalisation des relations turco-kurdes et les échéances des élections législatives turques de juin 2015 doivent être surveillés, tandis que les Kurdes syriens pourraient, dans le cadre du règlement de la crise syrienne, obtenir une plus large autonomie au sein de la République de Rojava. Tout l'enjeu pour Moscou sera alors de minimiser le coût diplomatique d'une fructification de ses liens avec les entités kurdes autonomes créées dans des cadres nationaux. Il s'agira donc pour le Kremlin de maximiser les gains de son « pari kurde » sans pour autant compromettre ses relations avec ses partenaires stratégiques turc, syrien, irakien et iranien.